

# Questions et réponses au sujet de la pétition «55 heures, c'est trop ! Meilleures conditions de travail des employé.e.s agricoles»

## Qui est à l'origine de cette pétition?

- La pétition a été lancée par des activistes qui s'engagent au sein du réseau «Résistance au plat du jour». En février 2020, le réseau a organisé à Berne une rencontre très réussie qui a donné lieu à des débats et des échanges dans différentes perspectives sur une transformation socio-écologique et une amélioration des conditions de travail des travailleuses et travailleurs agricoles en Suisse.
- La pétition est soutenue par un vaste réseau, dont notamment Agriculture du futur, Longo Mai, Plateforme pour une agriculture socialement durable (Agrisodu), Sezonieri.at, CETIM, Solifonds, Forum civique européen, Via Campesina, l'autre syndicat, SIT, UNIA, Uniterre, Association des petits paysans, Pura Verdura, Radiesli, Ortolocco, Tapatate, Jardins de Cocagne, SP Kanton Zürich, les Vert-e-s suisses, Grünes Bündnis Bern.

## Quel est le but de la pétition?

Nous exigeons une adaptation des contrats-type de travail (CTT) cantonaux des cantons de Berne et de Zurich aux conditions de travail usuelles en Suisse:

- semaine de 45 heures en moyenne annuelle (actuellement 55 heures) avec limitation des heures supplémentaires
- introduction d'un salaire minimal contraignant des 4'000 francs bruts par mois

Par ailleurs, nous exigeons que l'agriculture soit soumise à la Loi fédérale sur le travail.

## Quelles seront les répercussions concrètes de la déposition de la pétition?

La pétition souhaite initier une amélioration des conditions de vie et de travail des travailleuses et travailleurs agricoles, majoritairement migrant.e.s, - et contribuer ainsi en même temps à un débat plus large sur le plan de la politique sociétale pour une transformation socio-écologique de notre production alimentaire.

Il s'agit d'une pétition qui ne permet pas encore une mise en œuvre directe sur le plan légal. Mais les partis qui la soutiennent, basés sur cette pétition, déposeront des interventions au Grand conseil de Zurich et à celui de Berne.

Pourquoi lancer cette pétition maintenant? La suspension de la PA22 ne soulève-elle pas des questions plus importantes?

A ce jour, les conditions de travail précaires des travailleuses et travailleurs agricoles ne suscitent guère d'intérêt politique en Suisse, ce que, entre autres, nous souhaitons changer en lançant cette pétition. Par ailleurs, les travailleur.euse.s agricoles migrant.e.s sont peu représenté.e.s par les syndicats.

Même si la PA22+ (le message relatif à l'évolution future de la politique agricole à partir de 2022) est suspendue pour l'instant, certains sujets socio-écologiques, tels que la protection sociale améliorée des paysan.ne.s, ont été thématiques et abordés dans le cadre des préparatifs de celle-ci et, maintenant, à la suite de cette suspension. Les conditions de travail précaires de la main-d'œuvre extra-familiale dans l'agriculture n'ont toutefois pas encore été abordées – nous pensons: il est grand temps de le faire!

## Pourquoi cette pétition est-elle lancée dans les cantons de Zurich et de Berne?

- Les contrats-type de travail (CTT) cantonaux pour les employé.e.s dans l'agriculture varient fortement d'un canton à l'autre – il s'agit d'un patchwork fédéraliste: plus un canton est situé au nord/à l'est de la Suisse, plus les conditions de travail légales sont mauvaises. Avec une exception louable: le canton de St-Gall a adapté le CTT à 49.5h/semaine dès 2021.
- Les cantons de Berne et de Zurich ont une production maraîchère/fruitière importante qui occupe des travailleur.euse.s agricoles migrant.e.s relativement nombreux.se.s.
- Par ailleurs, il existe dans les cantons de Berne et de Zurich des villes où la conscience en matière de production alimentaire locale et socialement équitable grandit et où des mouvements et initiatives font avancer la cause sur le plan politique.

“Saisonnier.ère.s”, “travailleur.euse.s agricoles”, “main-d'œuvre extra-familiale” - qui est concerné par cette pétition?

Cela fait longtemps que l'image traditionnelle, souvent propagée, d'une agriculture familiale, paysanne ne correspond plus à la réalité: en Suisse, comme dans d'autres pays, nous avons de plus en plus affaire à une agriculture intensifiée sur des surfaces de plus en plus grandes, notamment dans la production maraîchère. La main-d'œuvre extra-familiale est de plus en plus nombreuse à cultiver, récolter et emballer nos légumes et à cueillir les fruits et les baies: selon les statistiques officielles, en 2018, un quart environ des personnes occupées dans l'agriculture suisse (35'000) étaient des “salarié.e.s”. Celles-ci et ceux-ci sont souvent recruté.e.s à l'étranger à titre de main-d'œuvre saisonnière. N'oublions toutefois pas que cette statistique ne tient compte ni d'une série de résident.e.s de courte durée ni des sans-papiers et que la proportion est donc nettement plus importante.

## Les horaires des travailleuses et travailleurs agricoles

Pourquoi 45 heures hebdomadaires?

En vertu des contrats-type de travail (CTT) cantonaux, les employé.e.s dans l'agriculture des cantons de Berne et de Zurich travaillent 55 heures par semaine – et ceci par n'importe quel temps, vent glacial, chaleur torride ou pluie torrentielle. Ce temps de travail d'une durée excessive est dépassé depuis longtemps et il doit être adapté aux conditions de travail usuelles en Suisse. Pour la main-d'œuvre "indigène", ces conditions ne sont plus attractives, donc très peu en mesure d'encourager les gens à choisir le métier de travailleur.euse agricole.

45 heures par semaine dans l'agriculture – n'est-ce pas irréaliste?

Non. Les longs horaires sont nocifs pour la santé et augmentent le risque d'accident. C'est pour cette raison que le canton de Genève a réduit dès 2013 le temps de travail dans le secteur agricole à 45 heures par semaine.

## Le salaire des travailleur.euse.s agricoles

Pourquoi 4000 francs bruts par mois?

Dans la majorité des cantons, le salaire minimal actuel, non contraignant et recommandé dans l'agriculture est de 3'300 francs par mois. Cela correspond à la moitié du salaire médian suisse (en 2018: 6'538 francs bruts). Il est possible d'en déduire encore jusqu'à 990 francs par mois pour le couvert et le gîte. Un salaire minimal de 4'000 francs pour les travailleuses et travailleurs agricoles reste toujours modeste – compte tenu de la dureté du travail et de la longueur du temps de travail.

Ce salaire minimum n'est-il pas trop élevé / trop bas (comparé à ceux d'autres secteurs)?

- Il existe en effet des branches dans lesquelles les salaires sont tout aussi bas, par exemple l'économie domestique, le secteur des soins ou la gastronomie. Nous pensons que là aussi, il faudrait porter le salaire minimum à 4000 francs – pour toutes et tous, d'où qu'elles et ils viennent. Pourquoi une occupation dans une branche d'importance systémique ne permettrait-elle pas de mener une vie dans la dignité en Suisse, voire représenterait-elle un risque de pauvreté?
- Dans différents cantons et villes, des salaires minimaux sont d'ores et déjà mis en œuvre ou réclamés actuellement sur le plan politique:
  - Dans les villes de Zurich, de Winterthur et de Kloten ainsi que le canton de Bâle-Ville, on exige actuellement un salaire minimal de 23 francs par heure.
  - Dans les cantons suivants, des salaires minimaux sont déjà appliqués: Genève (23.-), Neuchâtel (20.-), Jura (20.-), Tessin (19.-) – les salaires minimaux n'y étant toutefois pas encore valables pour les travailleuses et travailleurs agricoles.....

Qu'en est-il des agriculteur.trice.s et des paysan.ne.s?

Pourquoi la pétition se concentre-elle sur les travailleur.euse.s agricoles au lieu de s'intéresser également aux agriculteur.euse.s, aux paysan.ne.s (et à la main-d'œuvre non extra-familiale)?

En Suisse, les travailleuses et travailleurs agricoles migrant.e.s ne disposent pratiquement pas de lobby à ce jour, par ailleurs, elles et ils n'ont pas le droit de vote.

La pétition est soutenue par les représentant.e.s des petit .e.s paysan.ne.s et par une large coalition d'associations et d'organisations qui s'engagent en faveur d'une transformation socio-écologique fondamentale de l'agriculture suisse.

Moins d'heures de travail et des salaires plus élevés – n'est-ce pas la faillite pour les employeurs, notamment les petites exploitations agricoles?

La question politique est plutôt la suivante: la Suisse peut-elle se permettre d'assurer sa propre production agricole sur le dos des petit.e.s paysan.ne.s et des travailleur.euse.s agricoles? Il s'agit là également d'une responsabilité de la politique!

La plupart des travailleuses et travailleurs migrant.e.s travaillent dans de grandes exploitations maraîchères. Pour les exploitations de taille plus petite, il peut en effet être difficile de payer des salaires équitables. Pour nous, toutefois, la solution ne consiste pas à transmettre la précarité "vers le bas". Au contraire, la pétition doit initier un débat de fond sur la structure des prix dans l'agriculture suisse. A nos yeux, il est urgent d'y intégrer également un débat sur les marges élevées des supermarchés !

Comme on a pu le constater au cours de ces dernières années (dès avant Corona), les paysannes et paysans ont de plus en plus de peine à recruter de la main-d'œuvre à l'étranger du fait que les conditions sont trop peu attractives. Entretemps, pour recruter de la main-d'œuvre, il faut aller de plus en plus loin – p. ex. dans une mesure croissante en Roumanie. Aujourd'hui, les paysan.ne.s de pays tels que l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse se livrent une véritable course aux travailleuses et travailleurs agricoles. Une meilleure attractivité du travail dans l'agriculture devrait être également dans l'intérêt des paysan.ne.s suisses!

## Questions de principe

Est-ce vraiment la bonne approche – ne faudrait-il pas une mutation complète dans le secteur agricole?

Oui, évidemment – notre pétition est conçue exactement dans cet esprit et elle constitue un premier pas dans cette direction. La mutation intervient lorsque les choses bougent dans de nombreux domaines en même temps. Nous saluons les efforts actuels tels que l'amélioration de la protection sociale des paysan.ne.s, l'augmentation des prix pour les producteur.trice.s, des structures commerciales plus durables ainsi qu'un stop aux nouveaux accords de libre-échange.

N'y a-t-il pas de problèmes plus importants pendant la crise du Corona?

Non, Corona a justement montré que la durabilité pâtit et que les crises sociétales s'aggravent lorsqu'un travail d'importance systémique est marqué par des conditions

précaires. C'est pourquoi, là encore, il faut se rendre à l'évidence: un retour à la "normale" n'est pas une option, nous avons besoin d'un changement de système!